

D 351 COLOMBIE: REACTIONS A LA DECLARATION DES EVEQUES

Sous le titre "Identité chrétienne dans l'action pour la justice", les cinquante-six évêques de Colombie ont, le 21 novembre 1976, publié un très long document consacré aux choix politiques des chrétiens. Il s'agit en fait d'une réfutation systématique et sévère des chrétiens de gauche auxquels il est reproché d'utiliser l'analyse marxiste de la société, de prôner un socialisme de type marxiste et d'appliquer à l'Eglise la critique marxiste.

Le document des évêques de Colombie est une pièce très importante à verser au dossier social des chrétiens (cf. DIAL D 318). Son inspiration est à rapprocher de celle qui préside au courant de pensée opposé à la "théologie de la libération" (cf. DIAL D 304).

La comparaison, par antithèse, s'impose avec le document des évêques du Brésil publié à la même époque (cf. DIAL D339)

En Colombie, les réactions des groupes visés n'ont pas tardé. Elles sont vigoureuses. Nous donnons ci-dessous le communiqué rendu public à Bogotá le 10 décembre 1976. On notera le caractère anonyme de la signature, signe du climat de méfiance existant.

(Note DIAL)

DES GROUPES CHRETIENS DE BOGOTÁ S'ADRESSENT A L'OPINION PUBLIQUE

1- Nous pensions que la déclaration des évêques colombiens sur "Identité chrétienne dans l'action pour la justice" allait être un appel urgent lancé aux chrétiens pour qu'ils s'engagent radicalement dans la tâche d'instauration de la justice en notre pays, comme étant un élément constitutif et probant de notre foi dans le Christ libérateur. A notre grande surprise, nous constatons qu'il s'agit d'une condamnation systématique de tous les chrétiens - prêtres, religieux, religieuses et laïcs - qui, individuellement ou en groupe, cherchent la libération du peuple opprimé, en allant jusqu'à menacer de prendre des mesures répressives sévères contre ceux qui continueraient de lutter dans ce sens.

2- Nous savons parfaitement que le document a été élaboré par un groupe d'assesseurs et de rédacteurs. Le ton belliqueux, autoritaire et répressif de ces assesseurs et rédacteurs contraste avec l'attitude et l'esprit de recherche, de dialogue et d'incarnation dans le peuple de quelques évêques colombiens que nous connaissons et admirons.

Nous savons de façon sûre que certains évêques ne s'identifient pas totalement avec ce document, pas plus qu'ils ne se sont identifiés avec le document sur les élections qui demandait de voter pour les partis des

opresseurs (1), avec le document contre les travailleurs de la santé ou la prise de position du cardinal Muñoz Duque pour sanctionner les vingt prêtres de Bogotá parce qu'ils avaient célébré une messe avec les grévistes de la banque (2). Ces évêques sont un signe d'espérance et nous leur exprimons notre soutien.

3- Il est normal que les évêques se fassent assister d'experts pour la rédaction de leurs déclarations. Mais les failles de ce document sont telles, dans l'analyse scientifique et sociale comme dans l'argumentation théologique, que nous nous voyons dans l'obligation de suggérer à l'épiscopat qu'il aille chercher ailleurs des assesseurs et des rédacteurs plus capables.

4- Le document interdit aux chrétiens d'utiliser l'analyse scientifique que fait le marxisme de la société capitaliste. Dans d'autres pays, les évêques eux-mêmes admettent que le marxisme offre des éléments permettant de mieux comprendre les causes de la famine, de la misère, du chômage, du coût de la vie, du manque de logements, de la concentration de la richesse entre les mains de quelques-uns, etc. et ils n'interdisent pas aux chrétiens d'analyser la situation de leurs pays avec la méthode marxiste.

Les inspirateurs et les rédacteurs du document utilisent, pour analyser la société, la méthode qui est propre aux exploités; ils veulent que tous les chrétiens continuent d'accepter passivement l'idéologie de la bourgeoisie et des grands propriétaires. Ils s'identifient avec la manière de voir, de penser et de travailler qui est celle des riches.

5- On ne peut négliger le moment auquel sort le document. Dans la presque totalité des pays latino-américains se sont rapidement imposés des régimes militaires de type fasciste; inspirés par "l'idéologie de la sécurité nationale" et en invoquant l'évangile, face aux luttes des ouvriers, des paysans, des travailleurs, des étudiants, etc. ils instaurent un régime de répression, de tortures, d'emprisonnements, d'assassinats, etc. pour défendre les intérêts des grands industriels, des banquiers, des importateurs, des exportateurs, des commerçants, des grands propriétaires nationaux et étrangers.

Ces gouvernements militaires s'en prennent également, par tous les moyens, à tous ceux qui luttent avec le peuple. En Equateur, le gouvernement a interdit une réunion de dix-sept évêques; il les a maltraités et expulsés du pays sous l'accusation d'être marxistes. Des prêtres et des laïcs ont été assassinés dans plusieurs pays; leur assassinat est justifié par l'accusation lancée contre eux d'être des marxistes. Le document des évêques colombiens ouvre la voie, en Colombie, à la chasse aux chrétiens qui luttent avec le peuple, puisque les évêques sont les premiers à les condamner.

6- Il est douloureux pour nous de constater qu'au moment où des évêques d'Amérique latine comme ceux du Brésil, du Paraguay, du Pérou, du Chili, etc. font des déclarations énergiques et valables, et entreprennent des actions efficaces contre les gouvernements militaires fascistes qui pourchassent, torturent et éliminent les gens du peuple, les inspirateurs et rédacteurs du document de l'épiscopat colombien se montrent solidaires de l'Etat et du gouvernement colombien contre les chrétiens solidaires du peuple. Ce qui est arrivé au mois de novembre à des prêtres

D 351-2 (1) Cf. DIAL D 303 (N.d.T.)
(2) Cf. DIAL D 318 (N.d.T.)

et à des religieuses de Cartagena et de Cali est la preuve évidente de la répression exercée par le gouvernement (3).

7- Il est très éclairant, pour savoir à qui profite ce document, de voir la satisfaction et l'approbation dont a fait preuve la grande presse des classes dominantes en l'accueillant. Les puissants félicitent les évêques de leur décision d'en finir avec les chrétiens gênants qui mettent en question leurs privilèges.

Nous sommes certains qu'aucune voix d'ouvrier, de paysan et de marginalisé de Colombie ne s'élèvera pour soutenir ce document épiscopal.

8- Il y a beaucoup d'affirmations gratuites et de condamnations générales. Mais cela ne nous empêchera pas de continuer avec le peuple colombien et ses luttes, en théorie et en pratique. Et pour en finir avec les équivoques, nous annonçons dès maintenant la publication de deux brochures: l'une, constituée des documents de quelques-unes des organisations condamnées par les inspirateurs et rédacteurs du document épiscopal; et l'autre, contenant une étude détaillée de ce document.

"Pourquoi, Seigneur, nos gouvernements fantoches
sont-ils armés jusqu'aux dents? ...
Pendant ce temps-là, le peuple gémit
parce qu'il meurt de faim
et ne peut se plaindre à voix haute.
Regarde, Seigneur, les grands de ton Eglise
tremblent parce qu'ils ont peur
de perdre leur sécurité."
(Gerardo Valencia Cano, évêque de Buenaventura) (4).

Des groupes chrétiens de Bogotá
le 10 décembre 1976

(3) Cf. DIAL-D 345 (N.d.T.)

(4) Extrait d'un poème de Mgr Valencia. Il s'agit d'un évêque colombien, signataire du Manifeste de Golconda, en juillet 1968, rédigé dans la mouvance de l'encyclique "Populorum Progressio". Le mouvement de Golconda pour une Eglise pauvre et engagée devait durer jusqu'en 1971, année de la mort accidentelle de Mgr Valencia. (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger: 175 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249